



# **L'économie en danger : les circuits de l'argent sale, l'argent criminel de la traite**

Colloque organisé par la Fondation SCELLES

**Vendredi 24 mai 2013**

Palais du Luxembourg, salle Monnerville

26 rue de Vaugirard - Paris 6ème

**Alain ABERGEL**

**Président de la Compagnie Nationale des Experts en Activités Commerciales et Techniques (CNEACT)**

## **1. Le rôle des professionnels du chiffre dans la lutte contre le blanchiment :**

Dans le contexte d'un marché mondial concurrentiel en crise, le premier souci des entreprises est de maintenir leur activité. Néanmoins, cet objectif doit pouvoir être poursuivi par les entreprises tout en maintenant un état permanent de vigilance quant à la « qualité » de leurs cocontractants.

Les professionnels du chiffre, conseils d'entreprises ou auditeurs, sont également concernés par l'état de surveillance permanent des situations dites à risque.

La Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes et le Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-comptables ont ainsi défini des normes d'exercice professionnel relatives aux obligations concernant la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Il appartient aux professionnels d'adapter leur structure d'exercice à leurs obligations en matière de lutte anti-blanchiment, permettant d'évaluer les risques de blanchiment et de financement du terrorisme au sein de l'entreprise contrôlée ou conseillée.

C'est au professionnel de procéder à une classification des risques en fonction des activités exercées par l'entreprise, de la localisation de ces activités, de la forme juridique et de la taille de l'entreprise.

Pour le conseil d'entreprise ou l'auditeur légal, tous deux soumis à une obligation de moyens dans l'exercice de leurs missions, la vigilance doit s'exercer principalement dans le cadre d'opérations particulières visant :

- l'emploi de main d'œuvre illégale ;
- les risques de corruption dans les contrats internationaux ;
- la fraude à la TVA, notamment dans les opérations transfrontalières ;
- plus généralement, toutes opérations portant sur des sommes provenant d'infractions.

## **2. Les opérations particulières à surveiller :**

### **a. L'emploi de main d'œuvre illégale :**

Le travail dissimulé suppose le paiement de rémunérations en espèces, lequel constitue par définition un circuit parallèle de financement, hors du champ d'investigation d'un professionnel du chiffre au plan des justificatifs comptables dans l'entreprise. En revanche, l'absence de cohérence d'un effectif ou d'une masse salariale au regard des ratios de rentabilité du secteur d'activité concerné, ou des exercices sociaux précédents, voire des constats physiques pouvant être effectués sur sites, peuvent être autant de signaux indicateurs d'opérations à surveiller.

### **b. Les risques de corruption dans les contrats internationaux :**

Les contrats internationaux peuvent mettre en relation des états, des organisations non gouvernementales, des entreprises concurrentes, des intermédiaires, des sociétés de lobbying, autant d'acteurs dont les intérêts respectifs dans l'opération peuvent être difficiles à appréhender. La multiplicité d'intermédiaires, l'apparente absence d'intérêts convergents des parties et leur localisation par rapport au lieu de réalisation des prestations concernées doivent constituer des critères de vigilance renforcée.

c. La fraude à TVA dans les opérations transfrontalières :

La fraude dite « carrousel » est d'une des formes les plus sophistiquées d'infraction en matière de TVA, consistant à créer dans différents états membres de la communauté européenne des sociétés qui réalisent entre elles des opérations fictives de revente à perte, en se faisant à chaque fois rembourser les trop-perçus de TVA. Ce type d'opération (vente à perte intra-communautaire et crédit de TVA remboursé), qui s'est développé par la dématérialisation des transactions, doit être surveillé et contrôlé avec un niveau de vigilance renforcé. Ces opérations illégales, particulièrement celles visant la fraude à la TVA ou l'emploi de main d'œuvre dissimulée, constituent des facteurs discriminants dans le secteur concurrentiel.

Le fait de se procurer des fonds illégalement ou d'économiser des charges en contravention avec la législation instaure une concurrence déloyale vis-à-vis des entreprises respectueuses de la loi.

**3. Les principales diligences à mettre en œuvre :**

Pour parvenir à identifier les opérations les plus « à risque » au sein de l'entreprise, le professionnel du chiffre doit mettre en œuvre des diligences appropriées.

a. Vérifier l'équilibre du contrat :

Une disproportion flagrante dans les obligations des deux parties peut dissimuler une opération irrégulière (prix de vente ou d'achat trop élevé). Une vente à perte ou l'absence de contrepartie dans une opération à caractère onéreux constituent des critères de disproportion dans la relation économique.

Une analyse économique de l'échange est donc indispensable pour apprécier sa régularité.

b. S'assurer de la cohérence des échanges :

Les échanges doivent être appréciés au regard des produits, des pays concernés et de la logique économique. Une société française ne vendra pas du sable à une entreprise implantée au Sahara...

La cohérence des échanges s'apprécie également au regard des ratios de rentabilité du domaine d'activité concerné ou des entreprises comparables du secteur, ce qui suppose ici encore une connaissance approfondie des conditions d'exercice du métier de l'entreprise concernée.

c. Localiser l'origine des fonds :

Tout mouvement financier impliquant en amont ou en aval des paradis fiscaux est à surveiller particulièrement. De même, la nationalité « à risque » des cocontractants doit alerter la vigilance du professionnel du chiffre, comme la monnaie retenue pour la transaction, au regard de la localisation de la prestation à l'origine de l'échange. Les zones sensibles doivent être préalablement identifiées.

d. La complexité des montages :

Certaines opérations revêtent un caractère extraordinairement complexe, sans utilité apparente.

Ainsi, dans les opérations particulièrement complexes, aux montants inhabituellement élevés, l'objet du montage doit être recherché, sa justification économique doit être appréhendée et la licéité de l'échange doit être démontrée. L'absence de justification technique d'une multiplicité de sociétés écrans dans un montage international, par exemple, doit conduire le professionnel à s'interroger sur la régularité de l'opération.

En résumé, il convient d'apporter une attention particulière à toute situation atypique et sans cohérence.

Le bon sens est peut-être la première des armes pour lutter contre l'ingéniosité des fraudeurs.